

DÉLIBÉRATIONS



Le 17 octobre 2025 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Mireille VACHE-PICAT ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 10 octobre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/17
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251017-1710202576-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/10/2025
Publication : 23/10/2025
Pour l'autorité compétente par délégation

17 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE C.C.A.S. DE ROUEN ET L'ASSOCIATION UNIS-CITÉ



MESDAMES, MESSIEURS,

L'association Unis-Cité, ayant pour objectif d'animer et de développer des programmes de service civique volontaire pour les jeunes, propose, en partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen, de mener, par l'intervention de volontaires en service civique, des actions en faveur des personnes hébergées dans les résidences autonomie. Ces actions menées en équipe pendant huit mois à raison de 28 heures par semaine répondent à plusieurs objectifs : renforcer le lien intergénérationnel, apporter une aide pour l'utilisation des outils numériques, rompre l'isolement, favoriser le bien-être et le bien-vivre des personnes âgées dans leur environnement et contribuer à préserver l'autonomie et le maintien à domicile des personnes qui vivent chez elles. Le Centre Communal d'Action Sociale devra identifier un référent dans chacune des 4 résidences. De même, les thématiques répondant aux besoins des résidents seront coordonnées et des outils de suivi seront mis en place.

Ainsi, les jeunes volontaires pourront dans ce cadre et selon les modalités définies par leur référent assurer les missions suivantes (non exhaustives) :

- Des visites de courtoisie à domicile pour les seniors qui souhaitent partager des moments de convivialité,
- Des activités collectives ludiques et créatives,
- Des ateliers bien-être / détente et apprentissage de petits gestes au quotidien pour préserver la forme et la motricité,
- Aide à la promenade.

Les services proposés dans ce cadre seront gratuits pour les seniors bénéficiaires.

La 1^{ère} année d'expérimentation au sein des résidences La Rose des Sables et Trianon a permis de tirer un bilan très positif, tant de la part des volontaires et encadrants de l'association Unis Cité, des résidents, que des professionnels.

Ainsi, les résidences autonomie sont favorables au renouvellement de l'accueil de 2 équipes de 4 jeunes, une journée par semaine (hors vacances scolaires), en alternance entre les résidences La Rose des Sables et Trianon d'une part, et Bonvoisin et Saint Filleul d'autre part. Leurs interventions seront consacrées à de l'animation collective, préparée en amont, et des temps de lien social individuels avec les résidents ciblés par les professionnels de la résidence.

Les assistantes de convivialité seront identifiées comme référentes et principales interlocutrices de l'encadrant des jeunes au sein du dispositif.

Ce partenariat est sans coût financier pour le C.C.A.S.

La présente convention définit dans ses articles, les modalités d'organisation, les engagements respectifs, les moyens engagés par le C.C.A.S. de Rouen, les modalités de suivi et de bilan, la durée ainsi que les modifications, renouvellement et rupture de la convention.

La convention est conclue pour une durée qui prendra effet à la date de signature jusqu'à la fin de la mission des volontaires, à savoir le 11 juin 2026.

DÉLIBÉRATIONS

2025/17102025/17

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251017-1710202576-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/10/2025

Publication : 23/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN



VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et en particulier l'article R.123-20

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'Article R.123-20 du C.A.S.F. ainsi que le projet de convention,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que la lutte contre l'isolement, et le développement des liens intergénérationnels font partie des objectifs des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT que les métiers du grand âge représentent un secteur en tension, dont les besoins sont croissants.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve les termes de la convention de partenariat avec l'Association Unis-Cité pour une durée qui prendra effet à la date de signature jusqu'à la fin de la mission des volontaires, à savoir le 11 juin 2026,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association Unis-Cité.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Marie DESBORDES
Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Vice-Présidente Déléguée du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.